



Wallonie

La qualité de l'air intérieur dans le Plan ENVironnement & Santé (ENVleS)

Mons, 16/10/2018

Elodie Bouhoulle (ISSeP)



- **Décret relatif à la qualité de l'air intérieur :**
 - Cadre légal pour réduire l'exposition des citoyens aux diverses pollutions intérieures (ex : produits d'entretiens nocifs).
 - Habilitier le GW à fixer des normes de qualité et à prendre les mesures pour informer le grand public et les acteurs des effets néfastes de certains produits et polluants.
 - Interdiction de fumer dans un véhicule en présence d'un mineur.
- **Décret pollution atmosphérique :**
 - Création du cadre légal pour permettre aux communes **d'instaurer des ZBE** sur leur territoire.
- **Transposition Directive NEC 2**



Axe 1: Répondre aux enjeux de santé liés à l'environnement

Axe 2 : Informer, former et sensibiliser

Axe 3 : Soutenir la recherche et exploiter ses résultats

Axe 4 : Développer des outils de gestion

Axe 5 : Veiller à la collaboration des différents niveaux de pouvoir, à la transversalité et à la mise en cohérence des actions en lien avec l'environnement-santé



1. **Qualité de l'air extérieur**
2. **Qualité de l'air intérieur**
3. **Substances chimiques** (pesticides, PE, POPs, amiante, nano)
4. Qualité de l'eau
5. Qualité des sols
6. Pollution sonore
7. Pollution lumineuse et visuelle
8. Rayonnements électromagnétiques
9. Maladies vectorielles
10. Maladies allergiques
11. Alimentation
12. **Espaces verts et services écosystémiques**
13. Changements climatiques



Période : Juillet – Août – Septembre 2017

Support : Plan ENVleS stratégique

Retour aux PP sur la consultation le 27/02/2018

+ Table ronde sur la qualité de l'air intérieur

PLAN Stratégique ENVleS

AXE 1 : RÉPONDRE AUX ENJEUX DE SANTÉ LIÉS À L'ENVIRONNEMENT

1. Qualité de l'air extérieur

Enjeu : réduction de la mortalité et de la morbidité liés à la pollution de l'air extérieur

Contexte en Wallonie : Les émissions d'oxydes d'azote (NOx) et de particules fines continuent à dépasser les valeurs limites de la qualité de l'air (valeurs guides OMS et valeurs seuils de l'UE). Le nombre de décès induits par les trois principaux polluants atmosphériques (PM₁₀, NO₂, O₃) est évalué à 11 770 annuellement en Belgique.

Objectifs stratégiques :

- 1a) Favoriser les modes de transport plus favorables au respect de l'environnement, notamment en poursuivant le développement des infrastructures de mobilité douce et en amplifiant leur utilisation
- 1b) Encourager des modes de chauffage plus performants
- 1c) Prendre en compte les impacts en santé environnementale dans l'octroi des permis d'environnement (activités industrielles...)
- 1d) Réduire les impacts du trafic automobile sur la sécurité et la qualité de l'air à proximité des établissements scolaires

2. Qualité de l'air intérieur

Enjeu : réduction de la mortalité et de la morbidité liés à la pollution de l'air intérieur

Contexte en Wallonie : Les concentrations en polluants dans l'air intérieur sont souvent supérieures à celles dans l'air extérieur. Or les citoyens européens passent plus de 80% de leur temps à l'intérieur. Ces pollutions intérieures constituent un risque pour la santé et représentent un coût à payer important pour la société (qualité de vie, soins de santé, absentéisme...). En Belgique, la présence de radon dans la croûte terrestre est susceptible d'impacter la santé des citoyens si des mesures de réduction de l'infiltration de ce gaz dans les habitations ne sont pas prises. Le nombre estimé de bâtiments concernés en Belgique est de 36 000.

Objectifs stratégiques :

- 2a) Renforcer la dissémination des outils d'information existants à destination des différents publics (collectivités, personnel scolaire, citoyens...) en matière de qualité de l'air intérieur (tabagisme passif, moisissures, parfum d'intérieur, matériaux de construction, produits d'hygiène et de nettoyage...)
- 2b) Renforcer l'intégration des questions de qualité de l'air intérieur dans les actions visant à augmenter la performance énergétique des bâtiments



- 2a) Renforcer la dissémination des outils d'information existants



- 2b) Renforcer l'intégration des questions de qualité de l'air intérieur dans les actions visant à augmenter la performance énergétique des bâtiments

- 2c) Adopter un cadre législatif définissant des valeurs guide pour les polluants intérieurs dans les logements et les bâtiments recevant du public



- 2d) Instaurer une surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les écoles et les crèches

- 2e) Améliorer la qualité de l'air intérieur des bâtiments publics **et des écoles** en privilégiant les produits de construction, d'entretien et d'aménagement peu émetteurs de polluants



- 2f) Renforcer les connaissances des professionnels du secteur de la construction et de l'aménagement intérieur

- 2g) Poursuivre les actions de prévention et de lutte contre le radon



- **Quels éléments sont à viser prioritairement pour améliorer la QAI ?**
 - Variable en fonction des préoccupations de chacun (COV, biocides, formaldéhyde, amiante, radon, acariens ...)
 - Le **monoxyde de carbone** et les **moisissures** (en lien avec le chauffage).
 - Le chauffage au bois et au charbon : source de fumée (**HAP**) et de **particules fines**.
- Communiquer avec transparence. Aussi sur les solutions et les bons comportements apporter.

- **Quel public ?**

- publics spécifiques ont été cités : les **enfants**, leurs **instituteurs**, les **femmes enceintes** et jeunes parents, et les **professionnels du bâtiment**.
- Pour toucher un **public précarisé** (souvent plus exposé), organiser des relais en sensibilisant les acteurs de l'action sociale, les infirmières et les aides à domicile.
- Attention aux populations immigrées qui peuvent avoir des habitudes spécifiques dans leur logement.
- Utile d'informer les **pouvoirs locaux** (via une « charte des responsabilités » ?) et la **médecine du travail**.

- **Par quels canaux de diffusion ?**

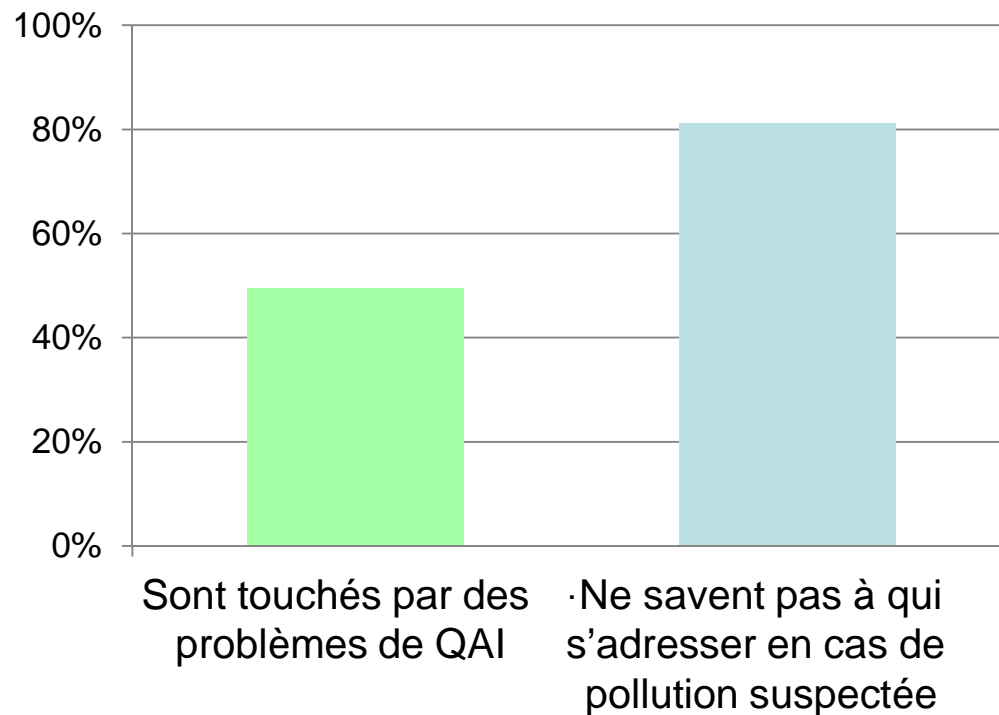
- Proposition d'une information spécifique destinée aux **vendeurs** et aux installateurs **d'installations de chauffage** (brochure).
- Proposition d'agir **via les médecins** (sensibilisation à la problématique, dans formations initiale et continue).

- **Avec quels outils ?**
 - * réaliser un **inventaire** des outils existants et des acteurs de terrain
 - * au niveau des écoles, promouvoir la **coordination** entre ces acteurs pouvant dépendre de niveaux de pouvoir (PO) différents.
 - « **station météo de la QAI** » à domicile / dans les logements / écoles / etc. permettrait d'objectiver l'exposition et d'induire des changements de comportement (eg. capteurs CO₂ dans les écoles pour sensibilisation.)
 - Encourager les autorités publiques à développer une « **politique produit** » **cohérente**, accompagnée d'une symbolique simple et expliquée au GP.

- **Mesures coercitives ?**

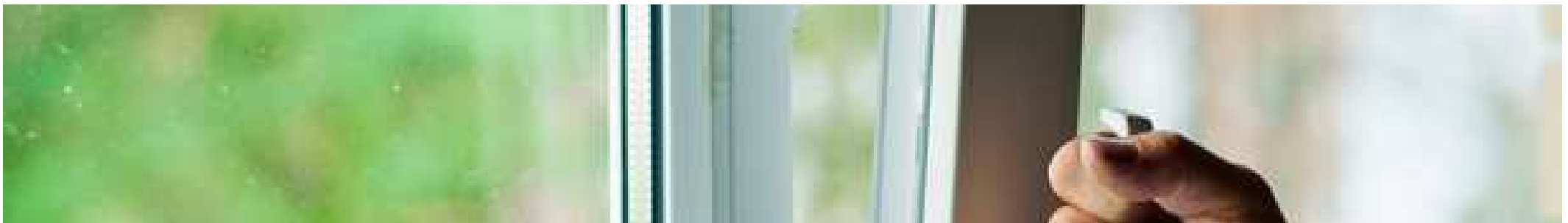
- Instaurer un état des lieux lors de la vente ou de la location d'un bien ?
Uniquement pour certains polluants (comme le radon ou l'amiante)
- Définition de normes auxquelles doivent s'astreindre les producteurs
- Interdire la publicité pour les produits qui entraînent une pollution de l'air intérieur

- Consultés sur leurs préoccupations relatives à la qualité de l'air



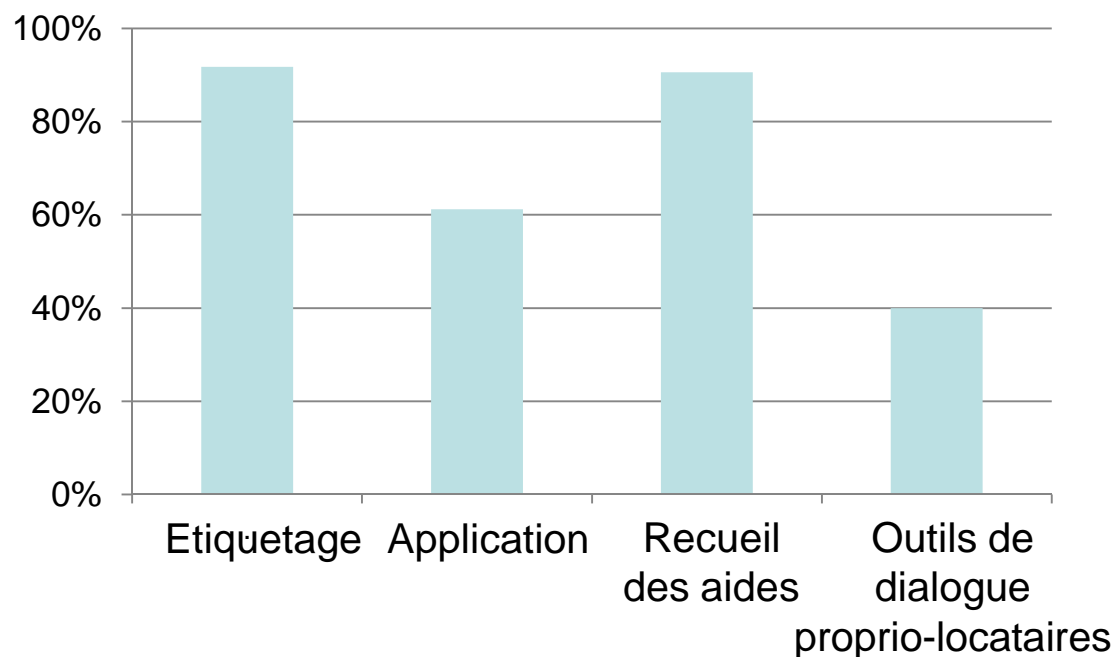
> **La moitié** des répondants déclare être touchée par des problèmes de qualité de l'air intérieur.

En particulier les personnes habitants en **zones urbaines (65%)** et **périurbaines (67%)**.

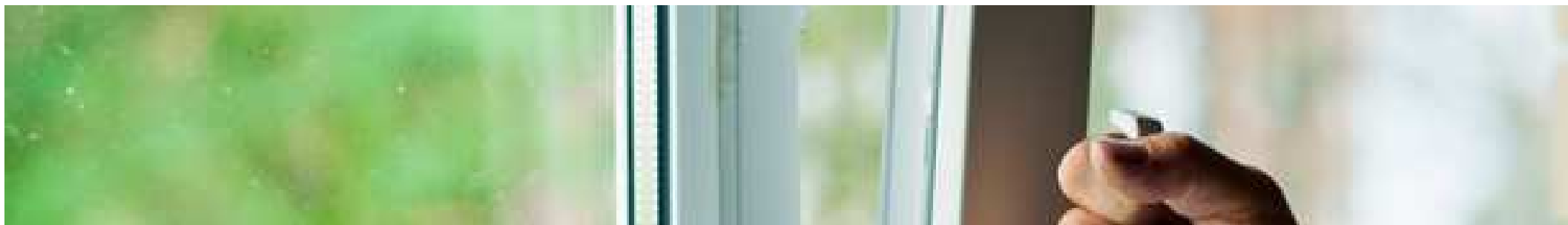


- Consultés sur le type d'actions à mettre en place

Êtes-vous intéressés par les solutions ... ?

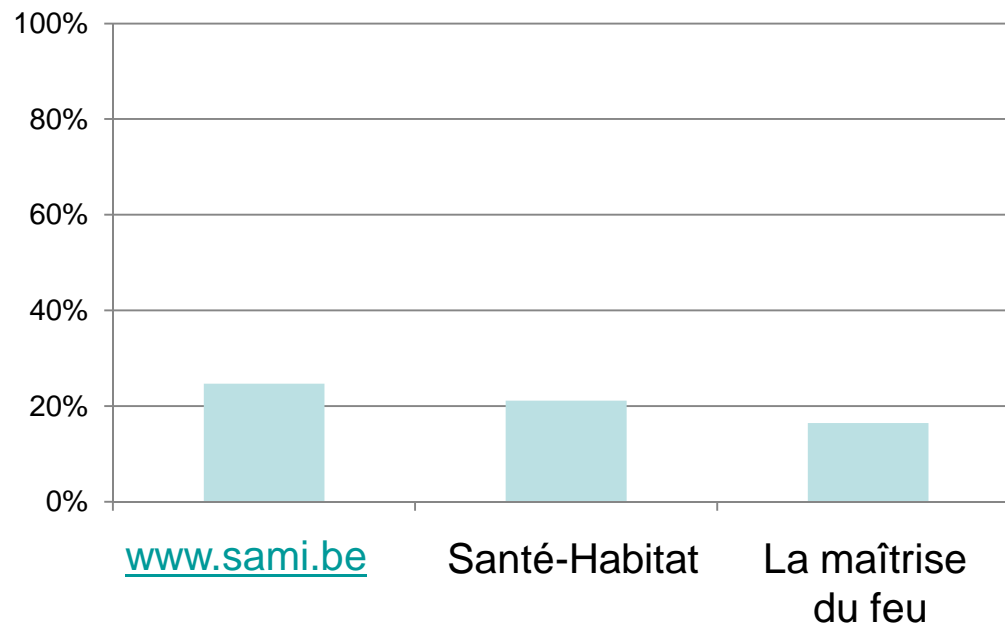


> La mise en place d'une **étiquette informative** sur les produits et le mobilier et un **recueil des aides** (financières et informatives) sont les pistes d'actions préférées par les répondants.

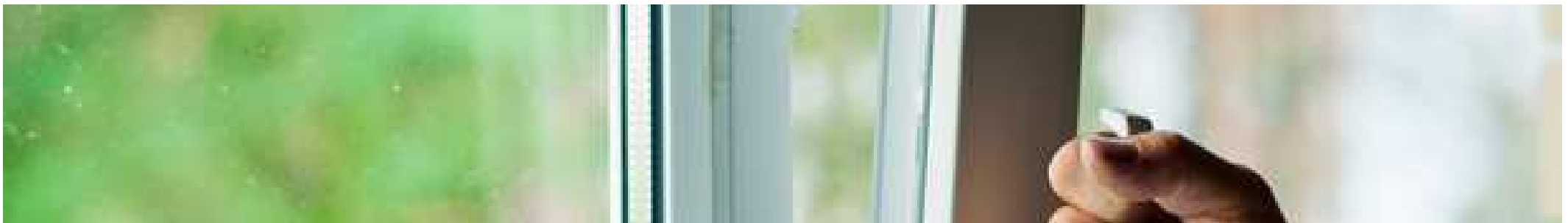


- Consultés sur les sites d'information

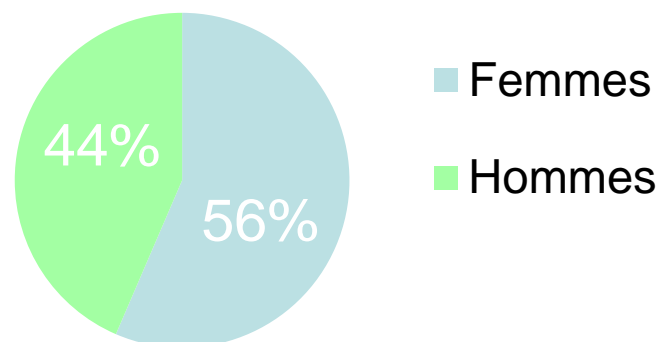
Connaissez-vous les sites ?



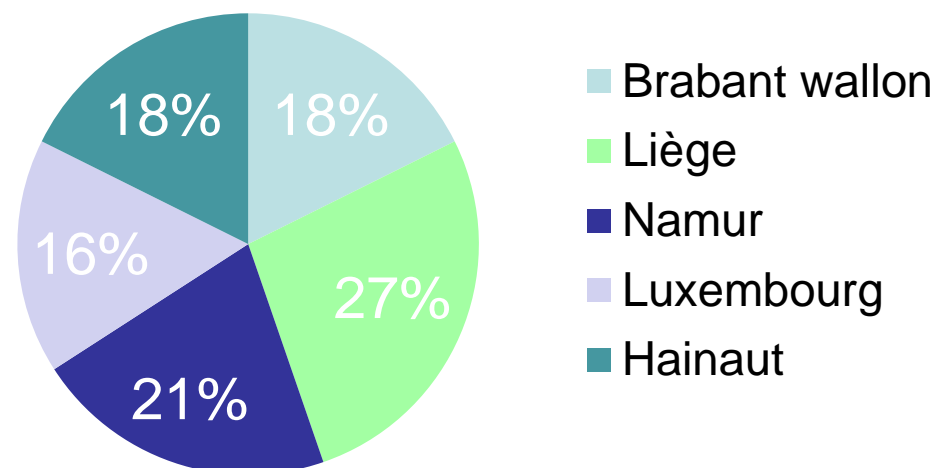
> Des sites web d'information
peu connus.



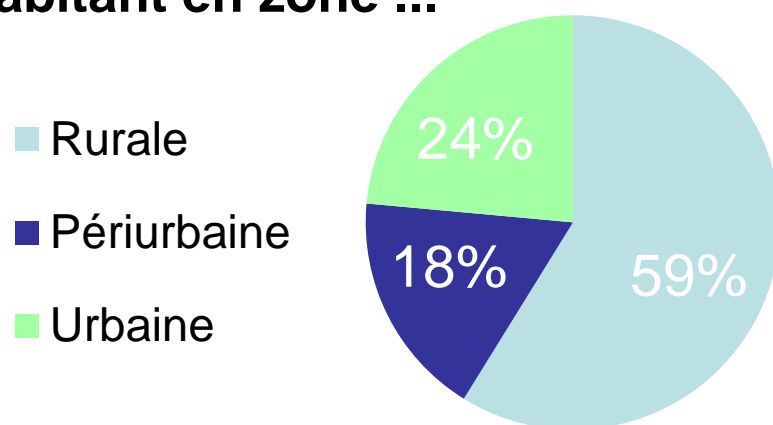
Proportion Hommes/Femmes



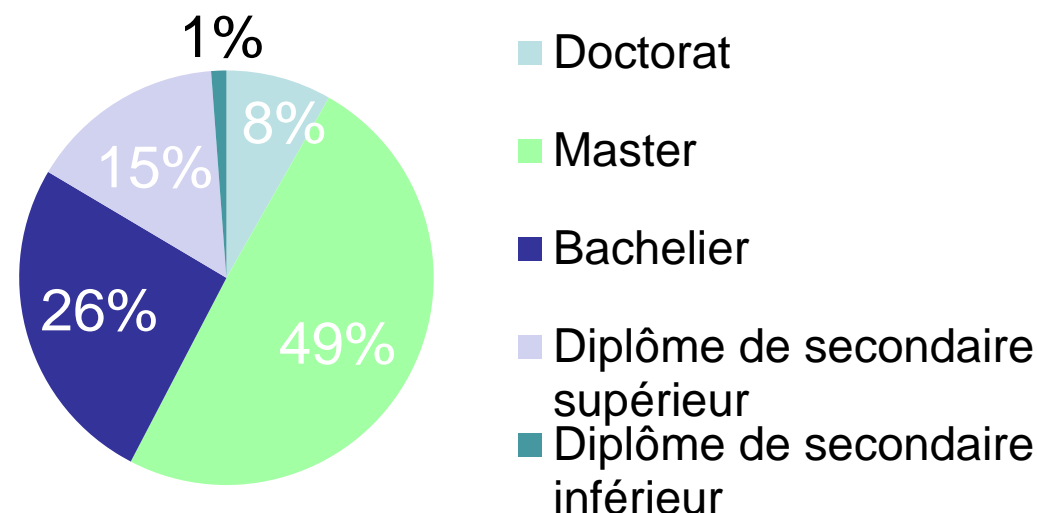
Provenant de la province ...



Habitant en zone ...

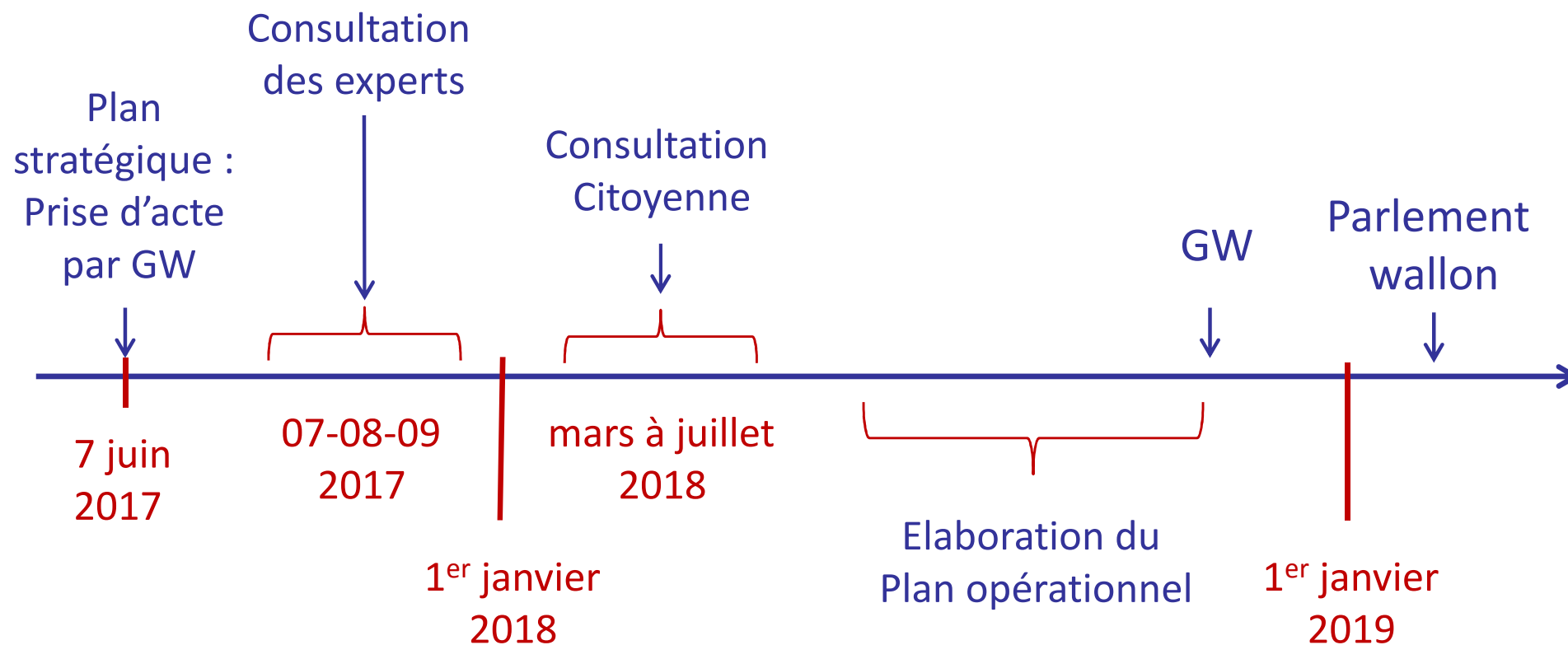


Niveau de formation



- **Idées d'action**

- Obliger les écoles et crèches à faire des audits annuels de la qualité de l'air
- Interdire l'utilisation de détergents chimiques synthétiques dans les lieux publics
- Sensibiliser les médecins généralistes et les infirmières aux pollutions intérieures
- Contrôlez les publicités prônant l'usage de produits chimiques inutiles (diffuseurs de parfum, parfums de voiture, dettol...)
- Interdire les désodorisants, parfums d'intérieur, sprays... dans les écoles
- Créer des pictogrammes pour prévenir les femmes enceintes des risques de produits ménagers (peintures, cosmétiques, etc.)



Merci

Elodie Bouhoulle – el.bouhoulle@issep.be

